

Vers une "féminisation"
de la société

in "Pour l'avènement de la femme"
de Roger Garaudy
chap. 4 p. 123-131
sur MLP et Vème gouvernement



1981

Fundação Cuidar o Futuro

Roger GARAUDY

Pour l'avènement de la femme

Albin Michel, Paris, 1981, 178p.

Chapitre 4

Vers une "féminisation" de la société

Le danger de récupération politique du mouvement des femmes est plus grand encore que pour tout autre mouvement de libération.

Dans le mouvement ouvrier l'une des habiletés suprêmes des pouvoirs conservateurs fut d'attirer à eux certains dirigeants de syndicat ou de parti socialiste pour les introduire dans les organismes de l'Etat et faire exercer par eux la même politique et les mêmes répressions contre les travailleurs en les travestissant ainsi sous des couleurs dites « de gauche ».

A l'heure de la décolonisation, d'anciens dirigeants des mouvements anticolonialistes, en Afrique par exemple, formés dans les universités et par les politiques européennes ou américaines, ont été admis à prendre la relève des anciens colonisateurs blancs pour maintenir, par d'autres moyens, plus « discrets », les anciens rapports colonialistes de domination et d'exploitation.

Sous prétexte d'« africanisation », l'on parvient à faire fonctionner le même système d'op-



Pour l'avènement de la femme

pression en substituant habilement un homme à peau noire à un homme à peau blanche.

De même après deux guerres mondiales où, pendant la longue absence des hommes mobilisés, les femmes ont nécessairement joué un rôle plus grand dans la vie économique, dans les administrations et la politique, il n'est pas seulement devenu impossible de leur refuser le droit d'être électrices et éligibles (encore que, depuis la Libération, le nombre des députés féminins n'ait cessé de régresser). Il a bien fallu inscrire dans la loi l'égalité économique : « A travail égal, salaire égal » (encore que ce principe ait été constamment violé et que la discrimination subsiste de fait sous de multiples formes). On leur a reconnu la possibilité d'accéder aux plus grandes écoles et aux plus hautes fonctions (encore que, si, dans les promotions, des exemples éclatants ont prouvé que les femmes pouvaient y exceller, le nombre d'entre elles effectivement promues restait très limité), cependant l'ordre masculin n'a nullement été mis en cause.

Le rapport des forces politiques n'a pratiquement pas changé, malgré ce doublement de l'électorat, parce que les mêmes moyens de manipulation, les mêmes structures des partis, les mêmes formes d'organisation du pouvoir, les mêmes finalités sociales, ont continué à régner.

Le résultat global fut que cet apparent libéra-

Vers une « féminisation » de la société

lisme à l'égard des femmes : 1°) ne s'est exercé que pour quelques-unes d'entre elles, une infime minorité ; 2°) n'a rien changé à l'ancien ordre masculin en y intégrant seulement quelques femmes formées à l'intérieur de cet ordre et modelées par lui.

Il ne suffit donc pas, pour réaliser une mutation fondamentale, de s'en tenir à un changement quantitatif : l'accès prioritaire et majoritaire des femmes à toutes les fonctions de direction de l'économie, de la politique, de la culture, pour atteindre ce que nous avons déjà appelé la « masse critique ». Encore faut-il par une « réaction en chaîne » faire éclater le système ancien et, d'un même mouvement, élaborer, comme l'écrit Maria de Lourdes Pintasilgo « une stratégie pour une alternative de société¹ ». Disons clairement : nous acheminer vers une réelle féminisation de l'ensemble des rapports sociaux. Cela ne signifie pas la négation des apports masculins, mais le refus de les considérer comme exclusifs et seuls représentatifs de l'humanité dans son ensemble.

Un sophisme, ici, doit être relevé : l'on invoque parfois le fait qu'historiquement il y eut peu de femmes créatrices. L'on pourrait en dire autant des esclaves, des serfs, des prolétaires, ou

1. *Op. cit.*, p. 36.



Pour l'avènement de la femme

des peuples colonisés : quelles conditions ont été créées pour leur donner une pleine possibilité d'épanouissement ?

En outre, lorsque, grâce à des conditions exceptionnelles, des femmes accèdent à la possibilité de créer, il importe de souligner le « style » spécifique qui est le leur et leur apport propre à la création.

Car il existe, dans tous les domaines, un style spécifiquement féminin de la création et de la gestion des structures, de la création et du développement de la culture.

Je voudrais, parmi beaucoup d'autres, donner trois illustrations de ce style :

- dans la politique ;
- dans les arts ;
- dans la rationalité et la foi.

La métamorphose des rapports humains, il faut le dire d'entrée de jeu, est impossible dans une perspective « conservatrice » qui, par définition, refuse tout changement fondamental de l'ordre établi.

L'illustration la plus éclatante en est donnée par M^{me} Thatcher en Grande-Bretagne. Il ne s'agit point là d'une question de personne, de ses talents ou de ses mérites, mais d'un problème de fonction. Nous n'avons cessé de le répéter depuis le début de cette réflexion : ce n'est pas une différence biologique qui distingue le féminin du

Vers une « féminisation » de la société

masculin. Il ne sert donc à rien de remplacer une personne portant un pantalon par une personne portant une jupe pour remplir la même fonction : servir le même système de domination et de conservation.

M^{me} Thatcher, quelles que puissent être ses qualités propres et sa « féminitude », de par sa fonction à la tête du parti conservateur et du gouvernement, exerce le même rôle « conservateur » de l'ordre masculin et le même rôle répressif que n'importe lequel de ses collègues masculins.

Nous pourrions tenir des propos analogues sur M^{me} Alice Saunier-Seïté. Le mépris qu'elle manifeste pour les mouvements féminins¹ n'est qu'un aspect second et une conséquence de la fonction qu'elle a acceptée dans un système fondamentalement conservateur, au service du même ordre et des mêmes hiérarchies.

Il est vrai qu'à l'intérieur du même système M^{me} Simone Veil, quelles que soient ses appartenances politiques, a servi, sur un point décisif — celui de l'avortement — avec beaucoup de lucidité et de courage, contre tous les conservatismes d'Eglise ou de parti qui soutiennent le régime, la cause des femmes et, au-delà, notre société française tout entière. Mais précisément ne peut-

1. Voir la revue *F Magazine*, n° 32, novembre 1980.



Pour l'avènement de la femme

on se demander si ce n'est pas pour avoir agi ainsi, avec une compréhension spécifiquement féminine et une fermeté de caractère sans faille, qu'elle fut priée d'exercer ses talents en un autre secteur, à la présidence d'une assemblée sans pouvoir ?

Il ne nous fut donné, à notre époque, et dans notre aire occidentale de civilisation, qu'un seul exemple de cette tentative d'avancer, avec une femme comme premier ministre, une autre politique et une autre idée de la politique : c'est le bref intermède de cinq mois, du 1^{er} août 1979 au 3 janvier 1980, pendant lequel M^{me} Maria de Lourdes Pintasilgo fut à la tête du gouvernement portugais. Cinq mois, beaucoup trop peu pour réaliser une forme nouvelle de société et même pour en déployer simplement le projet.

Mais nous avons eu moins de temps encore pour essayer de déchiffrer, à travers les trois mois de la Commune de Paris, ce qu'aurait pu être un socialisme de démocratie directe, d'autogestion et de décentralisation fédéraliste.

L'expérience était d'autant plus difficile à réaliser au Portugal que la dictature de Salazar, dès 1933, avait fait inscrire dans la Constitution portugaise : « Si chaque personne est égale devant la loi, les femmes ne peuvent l'être en raison de la différence de la nature et de l'intérêt de la famille », et que cette disposition ne fut

Vers une « féminisation » de la société

complètement abrogée qu'en 1975, avec la Révolution des œillets.

C'est dans ces conditions et après que quatre ans de jeux meurtriers des partis eurent bloqué la vie politique nouvelle, que M^{me} Pintasilgo, une chrétienne extérieure aux partis mais donnant un visage à l'espérance de la Révolution des œillets et de toutes les forces qui l'avaient réalisée (s'attirant ainsi une haine farouche de tous les nostalgiques du passé), est appelée au pouvoir. Elle sait y maintenir constamment « la trame de la légitimité révolutionnaire ».

Il est possible, même de cette courte période, de dégager de son comportement politique ce qui pouvait être porteur d'une « féminisation » de la politique, c'est-à-dire non seulement d'un changement des institutions, mais d'une mutation de la vie, d'une métamorphose des rapports entre le pouvoir et les citoyens.

Un premier trait saisissant de cette politique se dégage des mesures prises et des lois promulguées. A l'inverse de la démarche habituelle des pouvoirs, qui est de négocier d'abord avec les grandes forces organisées, celles qui ont une capacité de revendication et de pression : partis, syndicats, Eglises, groupes industriels ou agricoles, le gouvernement de M^{me} Pintasilgo orienta son action vers ce qui touchait d'abord les couches de la population qui n'avaient aucun



Pour l'avènement de la femme

pouvoir de revendication ou de pression : les personnes âgées, les handicapés, les enfants. Tout un système de sécurité sociale de base fut créé — et qui concernait 2 millions de Portugais sur 10 millions — pour ceux-là mêmes qui ne pouvaient se réclamer d'aucun « droit » ou d'aucun pouvoir d'imposer leurs revendications.

Une telle attitude renverse radicalement les traditions du pouvoir politique car cette prise en charge des « laissés-pour-compte » de la société n'est liée ni à la force d'une organisation, ni à leur travail, ni à leur contribution au fonctionnement de la société, ni même à un droit quelconque, mais à leur simple qualité d'êtres humains. Ils se trouvaient ainsi paradoxalement privilégiés parmi les urgences du gouvernement parce qu'à leur égard, dit M^{me} Pintasilgo, « l'égalité est une injustice ».

Le deuxième caractère de cette démarche politique, c'est la désacralisation du pouvoir et de son rituel. Et d'abord la fin du dualisme entre un pouvoir qui impose ou qui « donne » : le citoyen n'existe pas pour le pouvoir, pas plus que l'homme n'est fait pour le travail ou l'économie, mais le travail et l'économie pour l'homme.

Ce qui est ainsi mis en cause, c'est le fondement même de nos sociétés : la *finalité* du pouvoir politique, du travail, de l'économie.

Le droit d'être protégé par la société indépen-

Vers une « féminisation » de la société

damment de son rapport au travail. Le droit, pour l'enfant, à cette protection, indépendamment de la fonction de ses parents. Cela suppose que l'Etat n'est pas distributeur de cadeaux et qu'on ne lui doit aucune reconnaissance, mais que chacune de ses fonctions n'est qu'une réponse à des demandes qui sont faites par chacun à son seul titre humain. Le pouvoir n'est rien d'autre qu'une tâche semblable à toutes les autres tâches quotidiennes d'un peuple. Il n'a donc pas à s'entourer d'une liturgie et d'un cérémonial spéciaux. M^{me} Pintasilgo déclarait dans son discours d'investiture : « Nous prêterons attention aux silences de ceux qui, dans notre société, demeurent sans voix. »

Dans cet esprit, fut donné appui aux investissements dans des coopératives agricoles dans tout le pays et non pas à ceux qui, de Lisbonne ou de Paris, percevaient la rente de terres qu'ils ne travaillaient pas ; que fut encouragée une politique agricole tendant à un maximum d'autosuffisance alimentaire (dans un pays comme le Portugal qui importe 60 % de sa nourriture) au lieu d'encourager seulement, en multipliant les aides et les privilèges à leur égard (comme le fait également le régime actuel en France) quelques grandes firmes exportatrices et « compétitives » accroissant ainsi la dépendance du pays en en



Pour l'avènement de la femme

faisant un appendice du marché mondial, un Tiers Monde plus ou moins développé.

Une telle manière d'exercer le pouvoir en y associant tout un peuple « déprofessionnalisait » la politique afin que chacun puisse, à tel moment ou dans telle circonstance, y participer réellement en exerçant telle ou telle fonction. Ici encore le changement des mentalités allait très au-delà de chacune des réalisations politiques. L'une des figures de proue de la Révolution des œillets, Melo Antunes, allant droit à l'essentiel de cette action, a dit de M^{me} Pintasilgo qu'elle « révélait, par une politique, l'intimité avec les choses et avec les personnes. Atteint à l'intérieur de lui-même, chacun se sentait plus proche des centres de décision et n'hésitait plus à s'exprimer et à participer ».

Une telle politique de l'espérance exige un effort permanent de « décentralisation ». C'est l'une des marques distinctives de cette période « féminine » du pouvoir au Portugal.

Furent en permanence consultées toutes les associations représentatives de l'ensemble des citoyens : non seulement les syndicats et les partis, mais les coopératives, les associations de consommateurs, associations culturelles d'initiative populaire, les associations de locataires et de quartiers. Délibérément les décisions ne furent pas prises seulement à Lisbonne, au niveau des

Vers une « féminisation » de la société

grandes bureaucraties centrales, toujours pléthoriques. Elles le furent sur place, dans chaque région, où le premier ministre venait écouter et prendre conseil auprès des élus locaux, et aussi de l'ensemble de la population concernée, invitée à donner son avis sur les suggestions des élus locaux.

Les problèmes les plus vastes peuvent alors se poser à partir de problèmes concrets : au centre du Portugal, les incendies de forêts de pins continuant à exercer leurs ravages, le premier ministre ne se contenta pas de venir haranguer la population pour promettre une aide financière de l'Etat. Sur place, avec les ministres concernés, elle vint écouter les propositions des maires et les observations des habitants. Il apparut que les incendies s'étendaient si facilement en raison du système de propriété privée interdisant aux forestiers des interventions préventives (telles que des coupe-feu franchissant les limites des propriétés, ou des surveillances et des travaux d'entretien nécessaires). Le problème ne fut pas résolu par des prises de position idéologiques abstraites sur le droit de propriété ou par une distribution d'en haut des subsides financiers de l'Etat, mais par un double accord entre les petits propriétaires d'une part et d'autre part entre eux et les organismes publics chargés de la protection contre le feu.

De tels exemples vont très au-delà de l'anec-



Pour l'avènement de la femme

dote : ils expriment une orientation politique fondamentale tendant à encourager la prise en charge des citoyens par eux-mêmes et leur participation personnelle et collective à la gestion du pouvoir.

Sur un autre problème, celui de la santé, la même méthode mise en œuvre à partir d'une loi-cadre aboutit aussi à changer la perspective traditionnelle de la conception d'une certaine technocratie médicale : au lieu d'investir massivement dans quelques grandes et coûteuses installations hospitalières concentrées dans les métropoles urbaines, multiplier, au niveau des campagnes, des villages, des petites agglomérations, des unités polyvalentes de soins immédiats pour les cas les plus fréquents et les plus bénins, puis acheminer éventuellement, dans le cas de maladies ou d'accidents plus complexes et plus graves, vers des centres de plus haute qualification et de plus riche équipement. Toute véritable démocratisation médicale est à ce prix, en liant cette décentralisation à un effort de prévention et de prise en charge au maximum, par chacun, de sa propre santé¹.

1. En France des suggestions extrêmement stimulantes, conduisant à une véritable mutation des mentalités sur les problèmes de la santé, ont été faites en ce sens par le Dr Gillard de Saint-Gilles : *Ecologie de la médecine, Objectif santé*, Ed. Présences, Diffusion Nature et progrès, 91730 Château de Chamalande.

Vers une « féminisation » de la société

Nous avons ainsi évoqué simplement quelques exemples de ces rendez-vous de l'espérance, selon les projets et les rêves de l'avril portugais pour montrer dans quel esprit Maria de Lourdes Pintasilgo s'est engagée dans la voie d'une « féminisation » de la société et du pouvoir.

Mais ce serait omettre la source profonde de cette mutation que de passer sous silence sa dimension chrétienne.

Non pas que M^{me} Pintasilgo ait fait une « politique chrétienne ». Il n'existe pas, dans l'histoire, de politique chrétienne, sauf par abus du terme, hypocrisie ou mensonge. Mais elle a inauguré une manière chrétienne de vivre la politique. D'abord en la désacralisant, car seule la transcendance peut relativiser toute chose : le pouvoir, l'argent, ou même nos orgueilleuses sagesse. « Il n'y a, écrit-elle, que Dieu pour dépasser les idoles¹. »

Un malentendu fondamental doit être écarté : il est vrai que toutes les politiques d'Eglise, et notamment de l'Eglise catholique en Occident, ont été oppressives, pour les femmes en particulier, et pour les peuples en général. Et cela pour deux raisons : d'abord parce que, depuis seize siècles, depuis Constantin, l'Eglise est devenue romaine, et même impériale, au service du privi-

1. *Op. cit.*, p. 154.



Pour l'avènement de la femme

lège économique et social ; ensuite parce que, née et développée dans des sociétés de type patriarcal, cette Eglise, monopolisée, à tous les niveaux de son clergé par les hommes, est restée constamment hiérarchique, autoritaire et hostile, par principe, au féminin.

Inaugurer une manière chrétienne de vivre la politique, ce n'était pas la cléricaiser, c'était l'humaniser. L'approche chrétienne du pouvoir, chez Maria de Lourdes Pintasilgo n'était rien d'autre qu'une manière pleinement humaine de gouverner. Que l'appareil d'Eglise, dans sa masse, n'y ait point donné son appui, et laissé la droite traditionnelle en arrêter l'expérience, c'est une occasion historique perdue, non pas seulement pour les catholiques portugais mais pour tous ceux qui tentent de donner à la politique la dimension de la foi.

Une fois de plus dans l'histoire, pour l'appareil d'Eglise et pour les millions de ceux qu'il influence et qui se veulent catholiques, l'esprit de classe a parlé plus fort que l'esprit de foi, le bourgeois plus fort que le chrétien.

Qu'une femme ait voulu dévoiler dans le christianisme « ce qui est resté caché au long des siècles de société patriarcale et conformiste¹ » leur a paru scandaleux. Sa chute fut ce qu'un

1. *Op. cit.*, p. 146.

Vers une « féminisation » de la société

journaliste athée appela « la vengeance des sacristains ».

Méditant aujourd'hui sur ce que M^{me} Pintasilgo n'a pu, en quelques mois, qu'esquisser, nous pouvons nous demander ce que pourrait être, par-delà des siècles d'hégémonie patriarcale unilatérale, une lecture « féminine », c'est-à-dire pleinement humaine de l'Evangile de Jésus de Nazareth.

Après le concile de Vatican II qui n'avait, hélas, qu'effleuré ce problème, et qui laissait l'appareil d'Eglise à peu près aussi obtus que par le passé devant les problèmes féminins, une dominicaine de Fichermont, sœur Valentine Buisseret, dans une *Adresse aux Pères du Synode*, écrivait : « Après une nuit longue d'années et de siècles, il appartient à l'aujourd'hui de Dieu d'éveiller la femme de sa profonde dormition¹. »

Ce n'est pas seulement la tâche d'une Eglise qui se dit « au service du monde », mais la tâche de tous ceux qui veulent mettre fin à un gaspillage millénaire d'humanité. La moitié de l'humanité a été laissée en friche.

Si j'insiste si fort — et, je le sais, à contre-courant, aussi bien dans le mouvement des femmes que dans le mouvement socialiste et, para-

1. Sœur Valentine BUISSERET, *La Femme et l'avenir de l'Eglise*, Rome, 1971, p. 2.

